

**Compte rendu CGT de la réunion téléphonique  
organisée par Emmanuel MACRON avec les OS et OP le 27 mars**

Une réunion téléphonique organisée par E. MACRON a eu lieu vendredi 27 mars. Etaient présents :

- Pour le gouvernement : le 1<sup>er</sup> Ministre, les ministres du Travail, de la Santé, de l'Economie et de l'Agriculture plus le ministre des retraites
- Pour les Organisation Syndicales : CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC et UNSA
- Pour les Organisations Patronales : MEDEF, CPME, U2P et FNSEA

E. MACRON a engagé la réunion en faisant un rappel de la situation, en appelant à l'unité Nationale et à éviter tous sujets polémiques en évoquant par exemple des appels à la grève.

Le 1<sup>er</sup> Ministre a indiqué qu'il s'exprimerait le soir, à l'issue du Conseil des ministres (annonce du prolongement de 15 jours du confinement).

Le ministre de la Santé a salué le travail des personnels soignants, souligné par le Président de la République lors de son déplacement à Mulhouse. Il a fait part de ses contacts réguliers avec les fédérations syndicales professionnelles.

Le MEDEF a annoncé un recul de 40% des productions en moyenne (plus important dans le Grand-Est) considérant que la majorité des activités non essentielles étaient à l'arrêt.

La CGT a refusé l'idée d'unité Nationale face à un gouvernement qui refuse d'entendre depuis plus de 10 jours, les demandes qui lui sont formulées en matière économique et sociale. Les polémiques organisées contre des syndicats, ou des salariés qui refusent de travailler sans protection, sont scandaleuses.

Notre première remarque a été une critique sur le discours de Mulhouse, particulièrement mal vécu par les personnels médicaux et de l'action sociale mobilisés depuis plusieurs mois et des réponses inappropriées des pouvoirs publics. Le temps des promesses doit cesser et des mesures et actes concrets doivent être réalisées. Nous avons exigé que des annonces soient faites rapidement comme l'arrêt de la fermeture de lits, des embauches... la revalorisation des salaires et des qualifications et non une prime ponctuelle qui ressemble à une prime de risques.

Nous avons aussi rappelé quelques points déjà évoqués avec les Ministres. Pour mémoire :

- L'arrêt des activités non essentielles comme cela vient d'être fait en Italie ou en Espagne (annonce ce week-end). Le confinement reste selon les experts

scientifiques ou les médecins, le moyen le plus efficace pour lutter contre le COVID 19. Cela permet par ailleurs de libérer des protections comme les masques et gants pour ceux qui en ont besoin. A noter le communiqué de l'AMUF (médecins urgentistes) qui va dans ce sens. Par contre, l'évolution de la production pour produire des protections. La reprise d'activité pour des entreprises fermées comme LUXFER par un financement public puisque le ministre de l'Economie a parlé de possibles nationalisations.

- Pas de travail sans protection pour les secteurs essentiels comme c'est le cas aujourd'hui pour de nombreux salariés ou agents. Les codes de bonnes pratiques même unanimes, sont remis en cause ou restreints par les ministères comme c'est le cas dans le BTP. Les salariés doivent pouvoir exercer leur droit de retrait s'ils n'ont pas de protection. C'est aussi le sens du préavis de grève dans les services publics pour toutes les collectivités où les règles ne sont pas appliquées.
- L'abrogation immédiate des ordonnances publiées à la suite du conseil des ministres de mercredi qui organisent de manière scandaleuse la déréglementation du travail !
- Déclaration d'Etat d'urgence sanitaire afin de mettre à contribution les assurances par exemple et permettre le paiement du chômage partiel à 100%. Suppression des dividendes pour les actionnaires dans toutes les entreprises comme contribution de solidarité à la Nation.
- Pour l'après-crise, besoin urgent de faire un bilan avec les organisations syndicales sur les changements politiques radicaux à opérer dans de nombreux domaines économiques et sociaux.

Les autres Organisations Syndicales ont repris notamment les propositions de fermeture d'activités non essentielles, d'assurer la protection de tous les salariés et le gel des dividendes pour les actionnaires.

En fin de réunion, **B. LE MAIRE** a annoncé que les assurances privées avaient abondées 200 millions d'euros dans le fonds de solidarité en réponse à notre demande. Il a annoncé une ordonnance sur les dividendes pour les entreprises ayant touché des aides (on voit aujourd'hui qu'il n'en est rien car la notion d'aide est limitée).

**E. MACRON** a clos la réunion en saluant l'engagement de tous. Il a déclaré (sans rire) que la consommation de protections comme les masques était plus importante que prévue d'où la nécessité de prioriser les plus exposés. Tous les moyens étaient mis en œuvre, production plus importation massive, pour combler ce déficit. Des reconversions ou réquisitions d'entreprises sont en cours. Idem pour les respirateurs car seul l'Air Liquide en fabrique à ce jour dans notre pays. Il a précisé qu'il était très difficile de cibler les activités non essentielles mais qu'elles étaient déjà pratiquement à l'arrêt.

Il faut préparer la sortie de la crise et en tirer les leçons dans plusieurs domaines comme la revalorisation de certains secteurs. Tirer des leçons également du fonctionnement de l'Union Européenne et le manque de solidarité plus perceptible dans la période.

Enfin, il a affirmé qu'il fallait une réponse mondiale de cette crise en matière sociale et environnementale.